

**Adrian Favell** (2015), *Immigration, Integration and Mobility: New Agendas in Migration Studies Essays 1998-2014*, ECPR Essays Press, 271 pages.

**Juliette Dupont**

Sciences Po Grenoble

**L**e dernier ouvrage d'Adrian Favell, *Immigration, Integration and Mobility: New Agendas in Migration Studies* reprend et articule une série de contributions aux études migratoires écrites par le sociologue britannique depuis le milieu des années 1990. N'hésitant pas à comparer cette compilation d'essais au « *Greatest Hits tour* » d'un groupe vieillissant de *new wave* (p. xiii), sa démarche est pourtant tout sauf nostalgique. Au contraire, A. Favell entend offrir une perspective critique et réactualisée du champ des études migratoires européennes en proposant un arsenal méthodologique et théorique à ses pairs, et en particulier aux jeunes chercheurs. Pour cela, il identifie des nouveaux agendas de recherche qu'il juge prometteurs, voire indis-

pensables à l'avenir pour comprendre les nouvelles dynamiques affectant le continent européen. Adrian Favell décline son ouvrage en quatre grandes parties thématiques, sélectionnées pour illustrer tant le cheminement intellectuel du chercheur depuis l'obtention de son doctorat<sup>1</sup> que l'évolution des enjeux migratoires : *The Problem of Multicultural Citizenship* (chap. 2 et 3), *The Question of Integration* (chap. 4 et 5), *Highly Skilled Migration and Social Mobility* (chap. 6 et 7), et *New Migration and Mobilities in Europe* (chap. 8 et 9). La lecture révèle une structure davantage binaire de l'ouvrage, avec une première moitié consacrée aux défis posés par le multiculturalisme et l'intégration aux démocraties occidentales ; la seconde s'intéressant à des formes de mobilités

1 Adrian Favell, *Philosophies of Integration: the Theory and Practice of Ethnic Minority Policies in France and Britain*, PhD European University Institute, Florence, 1995.

plus récentes, rendues possibles par la libre circulation au sein de l'Union européenne.

Dans un premier temps, à travers quatre articles parus entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, A. Favell revient sur ce qu'il définit comme le « dilemme ethnique », soit comment concilier reconnaissance du pluralisme culturel et garantie de l'unité politique ? Sans jamais prétendre détenir la clé pour dépasser cette tension entre le multiculturalisme qui caractérise désormais les sociétés européennes, et les limites juridiques et politiques de l'intégration, l'auteur apporte des outils théoriques et des pistes rigoureuses pour la recherche. Il plaide pour une approche empirique, en exposant les limites de la philosophie libérale appliquée au multiculturalisme. Selon lui, le consensus rawlsien repris par Will Kymlicka<sup>2</sup> reposant sur un idéal-type combinant égalité des citoyens et prise en compte des besoins communautaires, se révèle impraticable en cas de friction. En sur-problématisant les différences culturelles, cet idéal-type risque de conduire à des « réactions huntingtonniennes hystériques » (p. 49), et d'alimenter les controverses qui éclosent un peu partout dans les pays européens, à l'image du débat houleux sur le port du voile.

C'est justement pour éviter toute surinterprétation trop rapide en faveur d'un « choc des civilisations » qu'A. Favell s'applique à déconstruire la thèse de l'héritage culturel comme principal déterminant des politiques d'intégration. Opposer le Royaume-Uni « multiculturel » à la France « assimilationniste » n'est pour le chercheur rien d'autre qu'un « stéréotype intellectuel classique » (p. 43). À partir de l'exemple britannique (voir chapitre 3 : « *Multicultural Race Relations in Britain: Problems of Interpretation and Explanation* »), il montre comment deux problématiques distinctes ont fait l'objet d'interprétations culturalistes erronées : l'intégration difficile des Musulmans dans la société d'accueil comme un cas insoluble de diversité culturelle, puis la résistance du Royaume-Uni aux normes communautaires de lutte anti-discrimination comme l'expression d'une « europhobie » systématique. Or A. Favell nous rappelle que tout est affaire de contexte. Dans le premier cas, le problème de l'intégration des Musulmans dans la société britannique est avant tout d'origine structurelle. Les institutions mises en place par les gouvernements successifs ont cadré le problème des minorités sous l'angle de l'ethnicité. Elles se sont vues accorder une reconnaissance politique de leur statut « racial » : les Afro-américains, les Asiatiques mais aussi les Sikhs ou encore les Tamouls furent les premiers

2 Will Kymlicka, *Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Multicultural Rights*, Oxford, Oxford University Press, 1995

à en bénéficier. Or les Musulmans, un groupe non-racial par définition, ont été mis de côté par ce système de « *race relations* », d'autant plus que les questions sociales d'accès à l'éducation ou à l'emploi ont été reléguées au second plan. Dans le deuxième cas, le rejet de l'harmonisation européenne des règles anti-discriminations s'explique par la protection d'un acquis issu d'un consensus transpartisan depuis les années 1960, ayant même résisté à l'ère Thatcher, bien qu'actuellement remis en cause par l'administration Cameron. À ce titre, on déplore que l'actualisation faite par A. Favell de cet essai de 1998 ne s'étende pas à la politique de « *Muscle vs. Multiculturalism* » menée par le gouvernement conservateur britannique depuis le début des années 2010.

C'est avec le même souci d'exigence et de didactisme que l'auteur, au cours du chapitre 5 (« *Integration Policy and Integration Research in Europe. A Review and Critique* »), livre une réflexion sur le positionnement des chercheurs sur les questions d'intégration, domaine où leur expertise est sollicitée par les gouvernants. Il prend pour exemple les Pays-Bas, où la plupart des politiques publiques sont produites à partir de la recherche en sciences sociales : « *The result of this academic influence [...] is both a measure of how seriously the state and government take policy on integration questions; but also, inversely, a measure of the scale of pathological effects of such top-down hierarchical structures*

*can have on the social situation itself* » (p. 98). Il souligne par là le risque que la production scientifique soit absorbée dans des programmes politiques puis transformée en pression institutionnelle sur les migrants. Contestant les méthodes actuelles de comparaison, en particulier la production d'un « *Euro-knowledge* » statistique sponsorisé par la Commission européenne, A. Favell ébauche un agenda de recherche pour la comparaison des politiques d'intégration en Europe. L'innovation principale consisterait à abandonner l'échelle nationale pour celle des métropoles, le lien persistant entre intégration et État-nation étant, selon lui, dépassé à une ère globalisée : « *The city context is the most likely alternative as a site in which local, national, regional and global scales come together, amidst institutionally diverse sub-systems of a « society » no longer exclusively bounded by the nation-state* » (p. 118).

Mais c'est sans doute à partir de la deuxième moitié de ce recueil que la recherche d'A. Favell devient à la fois plus pointue et plus originale. L'analyse de l'auteur se distingue par sa finesse dès lors qu'il s'intéresse à un aspect moins saillant des migrations internationales : la mobilité des travailleurs qualifiés (*chapitres 6 et 7*) et plus largement la mutation des dynamiques migratoires sur le continent européen, à l'ère du principe de libre circulation des individus. Adrian Favell déplore que les études ethnographiques se limitent aux migrants, sujets de contrôles, de res-

trictions, d'exclusions ; en d'autres mots aux laissés pour compte d'un système où, selon Zygmund Bauman<sup>3</sup>, la mobilité est devenue un indice d'inégalités globales. A l'opposé, il existe une autre catégorie d'individus mobiles, des voyageurs internationaux dont la liberté de circuler est caractéristique du recul du contrôle des États sur les mouvements des personnes, du moment que celles-ci sont « désirables ». Or l'angle mort de la recherche empirique sur la mobilité de ces « privilégiés » entretient un certain nombre d'idées reçues que l'auteur ne manque pas de remettre en cause. Pour lui, la migration des travailleurs qualifiés ne se résume pas un *brain-drain* unilatéralement exercé par les pays développés, ni à une lecture néoclassique qui voudrait que ces flux correspondent exactement à la demande des marchés du travail des sociétés d'accueil. Adrian Favell veille toujours à souligner les contradictions de ces préjugés et les illustre au moyen de contre-exemples bien choisis. Il rappelle notamment que ces migrations sont aussi structurées par des contraintes politiques et normatives : par exemple, les réfugiés fuyant leur pays en conflit sont parfois hautement qualifiés, or cette logique du déplacement échappe à celle strictement économique du marché du travail. Pour combler ces lacunes, il invite à mettre en place de nouveaux agendas

de recherche. Il suggère à nouveau un changement d'échelle, en se concentrant cette fois sur les régions globales. En Europe, comment ces migrants s'intègrent-ils par rapport aux migrants postcoloniaux ? Aux États-Unis, assiste-t-on à des dynamiques de re-régulation de ces migrants officiels dans le contexte sécuritaire post-11 septembre ?

Le chapitre 7 « *Social Mobility and Spatial Mobility* » revient sur une recherche empirique aussi remarquable qu'originale, de laquelle est issu l'ouvrage phare d'A. Favell, *Eurostars and Eurocities: Free Movement and Mobility in an Integrating Europe*, paru en 2008<sup>4</sup>. En cherchant à savoir si la liberté de circulation a favorisé la mobilité sociale en Europe, continent marqué par une forte reproduction sociale, cette enquête quantitative et qualitative prend pour objet des Européens ayant quitté leur Etat-membre pour un autre. Les résultats statistiques mettent en évidence la stabilité sociale dans ce processus de mobilité intra-européenne, puisqu'une très large majorité occupe un statut professionnel équivalent à celui du pays de départ, le déclassement ne touchant « que » 15 % d'entre eux. La collecte des récits de vie en offre une lecture plus subtile : ils mettent en lumière des trajectoires qui ne sont pas seulement motivées par la rationalité écono-

3 Zygmunt Bauman, *Globalization: The Human Consequences*, Cambridge, Polity Press, 1998.

4 Cf. le compte rendu de cet ouvrage dans *Politique européenne*, n° 28, 2009, p. 173-182

mique, mais plutôt par un certain sens de l'aventure, faisant de cette petite minorité d'« Eurostars » les pionniers des opportunités offertes par l'intégration européenne.

Toutefois, le succès des mobilités internes à l'UE est à nuancer avec l'apparition de flux en provenance de l'Europe centrale, résultat des élargissements successifs de 2004 et 2007. Dans le chapitre 8 (« *The New Face of East-West Migration in Europe* »), A. Favell suggère une comparaison pertinente avec le régime « *smoke and mirrors* » de la frontière mexico-américaine, tel que le décrit le sociologue Douglas S. Massey<sup>5</sup>. Les économies européennes convergent vers un système tertiaire dual qui génère un besoin structurel de main d'œuvre en provenance des pays d'Europe centrale, prête à occuper des emplois peu qualifiés. Cependant, des pressions xénophobes pénalisent ces migrations et cherchent à les empêcher. Ainsi la Bulgarie et la Roumanie, pourtant membres de l'Union Européenne dès 2007, se sont vues imposer des restrictions à la libre circulation jusqu'en 2014. L'exploitation médiatique du cas mythifié du travailleur bon marché d'Europe de l'Est n'a pas permis de faire la part des choses entre crispations identitaires et risque réel de dumping

social. C'est pourquoi l'auteur est déterminé à replacer la recherche académique au cœur de ce nouveau système migratoire, en impulsant un agenda critique et constructif par rapport aux rhétoriques politiques : « *The compelling but distorting focus on the open party politics of immigration in Europe masks underlying economic and demographic realities [...]. Elected politicians would do well to consider the ethnographic evidence amassed by those researchers closest to the ground* » (p. 184).

Les travaux les plus récents se révèlent les moins convaincants. L'ultime contribution d'A. Favell, datée de 2014 (chap. 9 : « *The Fourth Freedom. Theories of Migration and Mobility in 'Neo-Liberal' Europe* »), prend le contrepied des critiques de l'orientation néolibérale de l'intégration européenne, tendance renforcée depuis le déclenchement de la crise de 2008. Pour A. Favell, le point de vue de chercheurs critiques comme Colin Crouch<sup>6</sup> ou Wolfgang Streeck<sup>7</sup> cache une réalité positive du néolibéralisme, celle des bienfaits de la régulation des flux migratoires par le marché du travail qui empêche des distorsions comme la préférence nationale à l'embauche. À partir de cet argument, A. Favell critique les partis de gauche, qu'il considère « *emotionally*

5 Douglas S. Massey. Jorge Durand. Nolan J. Malone, *Beyond Smoke and Mirrors: Mexican Migration in an Era of Economic Integration*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

6 Colin Crouch, *The Strange Non-Death of Neo-Liberalism*, Oxford, 2011.

7 Wolfgang Streeck, « How will capitalism end », *New Left Review*, 2014, n° 87, p. 35-64.

*cosmopolitan but viscerally nationalists in their conception of how markets are to be controlled or governed* » (p. 195) Cette position s'avère problématique lorsqu'A. Favell s'éloigne d'un argumentaire fondé empiriquement, notamment quand il érige le Royaume-Uni au rang d'optimum néolibéral en matière migratoire, sans aucune donnée chiffrée pour démontrer son propos. On regrette par ailleurs qu'au lieu de fustiger les positions marxistes contre l'Europe « néolibérale », l'auteur ne s'intéresse pas aux effets de la crise sur les dynamiques migratoires, ni à la manière dont l'austérité bouleverse les agendas de recherche des études européennes. À titre d'exemple, suite au plan de sauvetage du Portugal en 2011, la récession économique a provoqué une émigration des jeunes diplômés sans précédent. Selon un rapport du *Migration Policy Institute*<sup>8</sup>, le nombre de résidents portugais au Royaume-Uni est passé de 96 000 en 2009 à 138 000 en 2013 : peut-on pour autant les considérer comme des « Eurostars » ? Fervent des comparaisons transatlantiques tout au cours de son ouvrage, A. Favell pour-

rait en outre s'inspirer des travaux de chercheurs québécois sur les inflexions de la politique migratoire canadienne en période d'austérité : il semblerait que depuis 2008, les migrations de travail peu qualifiées et non permanentes soient plus encouragées que celles de travailleurs diplômés venant s'installer au long terme<sup>9</sup>. Qu'en est-il en Europe ?

Au final, la faiblesse relative du dernier chapitre par rapport au reste de l'ouvrage souligne l'absence critique de certaines problématiques migratoires actuelles et essentielles que l'auteur aurait pu inscrire sur un des multiples agendas de recherche novateurs qu'il propose. Le retour sur expérience du sociologue à travers cet ouvrage n'en demeure pas moins une lecture incontournable pour tout chercheur ou futur chercheur voulant s'inscrire dans le champ des études migratoires européennes, fournissant un guide pédagogique alliant rigueur scientifique et liberté de ton. Du reste, l'invitation de Favell « *to help scholars think outside of the box* » (p. 212) est à prendre au pied de la lettre.

8 David Justino, *Emigration from Portugal: Old Wine in New Bottles?*, Washington DC, Migration Policy Institute, 2016, .

9 Frédéric Guillaume Dufour et Mathieu Forcier, « Immigration, néoconservatisme et néolibéralisme après la crise de 2008 : le nouveau régime de citoyenneté canadien à la lumière des trajectoires européennes », *Revue Interventions Économiques*, 2015, <<http://interventionseconomiques.revues.org/2413>>.

**Juliette Dupont**

Étudiants en Master 2 Recherche À Sciences po Grenoble

[juliette.dup@gmail.com](mailto:juliette.dup@gmail.com)